

## **Marches de la Dignité : près de 2 millions de manifestant-es à Madrid**

Des Marches de la Dignité ont parcouru l'Espagne pour aboutir le 22 mars à Madrid. Les participant-es à ces Marches affirmaient publiquement que le temps n'est ni aux lamentations, ni à l'abattement mais au contraire à la lutte : contre le chômage et la précarité, imposons une autre répartition des richesses !

Le gouvernement de l'Etat espagnol attaque durement les travailleurs et les travailleuses depuis des mois. Chaque droit est remis en cause. Une partie de plus en plus importante de la population est confrontée à la pauvreté la plus extrême ; dans les entreprises la précarité est devenue la règle ; tous les services publics utiles à la population sont en voie de destruction.

**Ce n'est pas le manque d'argent qui est la cause de cette situation, mais sa répartition, son utilisation.** Les gouvernements ont donné des sommes colossales aux banquiers : ces centaines de millions servent à expulser les habitant-es de leur logement, à les jeter au chômage, pour que le patronat engrange toujours plus de bénéfices.

Nous soutenons les mots d'ordre des Marches de la Dignité :

- Nous ne paierons pas leur dette !
- Chacun-e a le droit de vivre dignement.
- Un emploi socialement utile pour tous et toutes.
- Maintien et développement des services publics.

**Les gouvernements ont donné notre argent aux banquiers, et ils nous demandent de rembourser ces sommes requalifiées « dette publique » !**

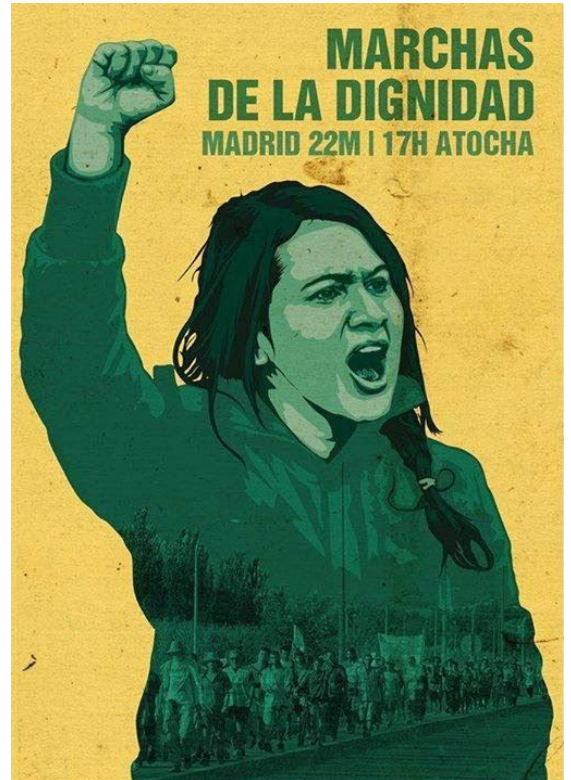
Être à Madrid le samedi 22 mars c'était aussi soutenir toutes les femmes qui habitent l'État Espagnol dans leur lutte **contre la loi qui remet en cause le droit à l'avortement**. Cette loi crée une série d'obstacles humiliants que femmes et jeunes filles devront surmonter avant de pouvoir interrompre leur grossesse légalement et en toute sécurité.

- ⇒ Non à l'obligation d'obtenir deux certificats de médecins confirmant l'existence d'un éventuel danger pour la santé ou la vie de la femme ou du fœtus.
- ⇒ Non à l'accord parental obligatoire pour les jeunes filles âgées de 16 à 18 ans.
- ⇒ Non aux restrictions au droit à l'avortement qui mettent en péril la vie et la santé de femmes et de jeunes filles.

**Une délégation de l'Union syndicale Solidaires était présente dans les rues de Madrid, le samedi 22 mars ; Près de deux millions de manifestant-es ! L'espoir d'une transformation sociale est largement partagé.** Les syndicats de l'Etat espagnol membres du réseau international de solidarité et de luttes étaient pleinement impliqués dans les marches et la manifestation finale de Madrid.

## **Hommage à Bob Crow**

Bob Crow, secrétaire général du syndicat britannique RMT est décédé le 11 mars 2014. **L'Union syndicale salue la mémoire d'un militant qui a joué un rôle considérable dans le syndicalisme britannique et international, dans les luttes ouvrières en Grande-Bretagne de ces dernières décennies.** Nous étions représenté-es le 24 mars à Londres lors des funérailles.

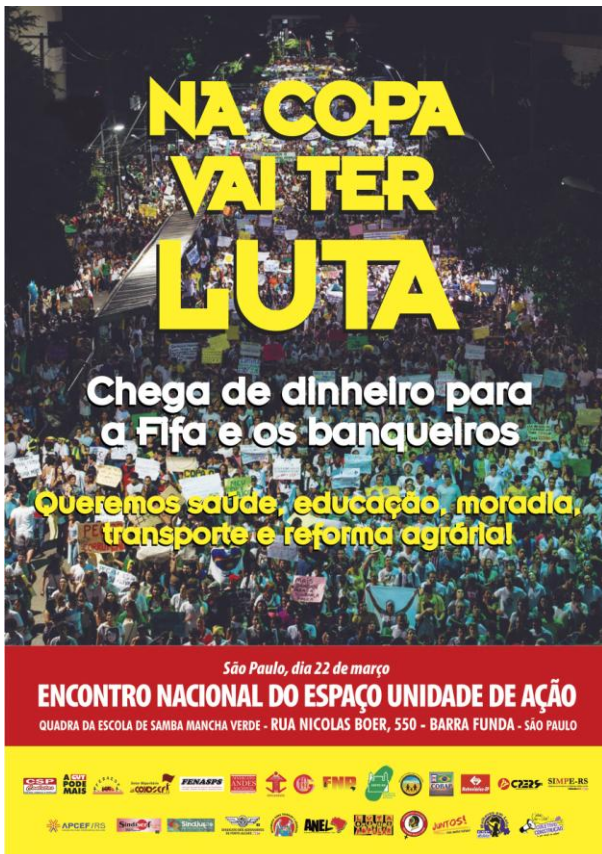


## Tunisie : procès des travailleuses de Latelec, le 24 mars

La lutte continue à SEA Latelec-Fouchana, filiale tunisienne du groupe français aéronautique Latécoère : quatre salariées ne sont en effet toujours pas réintégrées dans l'entreprise. De plus, deux déléguées syndicales UGTT licenciées (non réintégrées), ainsi que deux salariées en fonction actuellement à Latelec, sont confrontées à un procès à l'issue duquel elles risquent la prison. Ce procès a été intenté par une salariée, adhérente d'un « syndicat maison » créé pour contrecarrer l'UGTT. Les quatre travailleuses sont accusées de violences physiques et verbales. Un jugement a été rendu en décembre 2013 alors même que les prévenues n'avaient pas été convoquées. L'affaire est rejugée le 24 mars ce qui devrait permettre de rappeler le contexte de lutte des salarié-es face à une direction intransigeante, et on peut espérer qu'il blanchisse les accusées.

**Le comité de soutien aux syndicalistes de Latelec-Fouchana, et l'Union syndicale Solidaires, soutiennent les inculpées et la demande d'annulation de toutes les poursuites à leur encontre.**

## Brésil : pendant la Coupe du monde, les luttes continuent !



**Le gouvernement brésilien a décidé d'interdire manifestations et grèves « pour cause de Coupe du monde de football » !** Un projet de loi permet d'assimiler les manifestant-es à des « terroristes » et de les réprimer en conséquence. Sur l'initiative de nos camarades de CSP-Conlutas, de nombreuses organisations syndicales, associatives et populaires se rassemblent pour refuser cette attaque contre les libertés et aussi pour construire la mobilisation contre la politique gouvernementale, l'exploitation patronale et pour la satisfaction des revendications syndicales et populaires. Plusieurs milliers de personnes ont participé à une rencontre nationale, à Sao Paulo le 22 mars ; une campagne de presse a été lancée pour faire interdire cette initiative. !

Le réseau européen des syndicats alternatifs et de base et les organisations membres du réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent celles et ceux qui luttent au Brésil, comme ailleurs. Nous organiserons des actions dans nos pays respectifs, pour défendre les libertés au Brésil et soutenir les mobilisations syndicales offensives de nos camarades. L'Union syndicale Solidaires y prendra toute sa place.

CSP-Conlutas note qu'avec ces méthodes répressives, le gouvernement du Parti des Travailleurs célèbre les 50 ans du coup d'Etat du 31 mars 1964 !

**Assez d'argent pour la FIFA, les grandes entreprises et les banques ! Nous avons besoin d'argent public pour la santé, l'éducation, les logements, les transports et la réforme agraire.** Nous ne laisserons pas faire criminaliser le mouvement populaire.

[www.cspconlutas.org.br](http://www.cspconlutas.org.br)

## Paraguay : grève nationale unitaire le 26 mars

**Les huit confédérations syndicales du Paraguay appellent à une journée de grève générale** le 26 mars. La Central Unitaria de Trabajadores Auténtica (CUT-A), la Confederación de la Clase Trabajadora (CCT), la Central General de Trabajadores (CGT), la Confederación Paraguaya de Trabajadores (CPT), la Central Unitaria de Trabajadores (CUT), la Central Sindical de Trabajadores del Paraguay (CESITP) et la Central Nacional de Trabajadores (CNT) revendiquent **une augmentation de 25% des salaires, la baisse des prix des transports publics, le respect des libertés syndicales.**

## Egypte : le mouvement syndical toujours à l'offensive

**Les grèves sont toujours nombreuses en Egypte.** Ces dernières semaines, de forts mouvements touchent des secteurs aussi divers que l'éducation, la santé, la poste, les usines de textile, les transports, la métallurgie, le commerce, la navigation, les travaux publics ; au cœur de ces mouvements, les revendications salariales mais aussi l'exigence du renvoi des dirigeant-es.



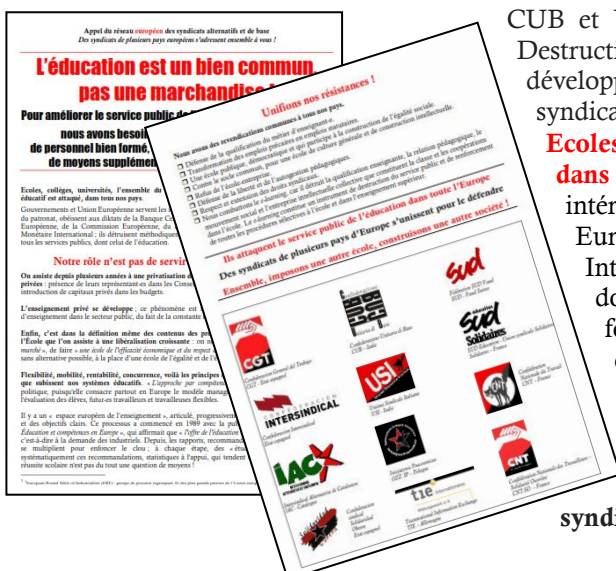
# Syrie : trois ans de lutte face à la terreur d'Etat

Après 3 ans d'horreur au quotidien, d'abandon, de lâcheté, il est grand temps d'en appeler à la responsabilité de chacun pour choisir son camp et demander d'agir pour protéger le peuple syrien de la terreur du régime de Bachar Al Assad et de celle des groupes intégristes.

- ❑ **3 ans** de massacres de population à l'arme lourde, à l'arme chimique, aux scuds, aux barils de TNT. Plus de 140 000 morts dont au moins 10 000 enfants, des dizaines de milliers de disparus, des centaines de milliers de blessés.
- ❑ **3 ans**, de tortures massives et systématiques, comme l'atteste le rapport produit par 3 anciens procureurs de tribunaux internationaux, identifiant 11 000 morts sous la torture dans les geôles du régime.
- ❑ **3 ans**, de destruction d'habitations, de quartiers entiers rayés de la carte, de sites archéologiques détruits et pillés.
- ❑ **3 ans**, à la face du Monde, d'approvisionnements ininterrompus en armes lourdes et en munitions de la Russie et l'Iran destinés à l'armée de Bachar Al Assad ; des milices étrangères chiites (Liban, Irak, Iran) que le régime a importées afin de terroriser la population.
- ❑ **3 ans** de refus d'aider en moyens de défense adéquats l'opposition démocratique et avec elle l'Armée Syrienne Libre, avec comme conséquence l'émergence au fil des mois de groupes radicaux, souvent manipulés par les services de sécurité du régime pour qui ils sont pain bénit. Groupes dont les objectifs sont à l'opposé des aspirations de liberté de la Révolution syrienne.
- ❑ **3 ans** qu'une population martyrisée est contrainte à un exode massif dans des conditions inhumaines.
- ❑ **3 ans**, de paralysie systématique par la Russie et la Chine du Conseil de Sécurité de l'ONU, rendant impossible l'adoption d'une résolution permettant la protection, l'accès à l'aide humanitaire et la saisine de la Cour Pénale Internationale pour juger les responsables des crimes de guerre et crimes contre l'Humanité.
- ❑ **3 ans**, en France, d'indifférence et de silence d'élus, d'intellectuels, d'artistes, d'organisations politiques et syndicales. Nous ne pouvons nous y résigner et nous les invitons à apporter leur soutien à l'objectif d'une Syrie libre que porte depuis 2011 la Révolution syrienne.
- ❑ **Après 3 ans, il est grand temps de choisir son camp, soit militer et agir en solidarité avec le combat des syriens pour une alternative à la dictature soit se résoudre au maintien de sa tutelle barbare sur la Syrie.**
- ❑ **Après 3 ans**, il est grand temps que la tragédie du peuple syrien prenne fin. Genève2 a démontré l'intransigeance absolue du régime qui refuse toute transition politique. La communauté internationale et les grandes puissances doivent assurer la responsabilité de protéger et faire respecter le droit humanitaire international. Sachant le refus du régime de s'y soumettre, les grandes puissances doivent prendre l'initiative d'imposer une zone d'exclusion aérienne, la création de couloirs humanitaires pour protéger les populations civiles et le déploiement d'une force d'interposition pour garantir la mise en place de ces mesures de protection de la population syrienne.
- ❑ **Après 3 ans** au-delà des seules condamnations verbales du régime et des groupes intégristes, les grandes puissances doivent aider massivement l'opposition démocratique et avec elle l'Armée syrienne libre et favoriser la mise en place d'un État de droit garant du pluralisme et des libertés.
- ❑ **Après 3 ans, si le choix de l'avenir des Syriens doit leur appartenir et à eux seuls, encore faut-il leur en donner les moyens afin que ce vœu devienne enfin réalité.**
- ❑ **Après 3 ans**, la solidarité internationale doit passer des discours aux actes afin que cesse la tragédie syrienne et que la dictature cède la place à la Syrie Libre.



# Education : grève nationale en Italie et tract unitaire européen



CUB et USI appellent à une grève nationale dans l'Education le 21 avril. Destruction du système éducatif public, suppression des emplois stables et développement de la précarité, sont les revendications prioritaires. L'Union syndicale Solidaires soutient le mouvement.

**Ecoles, collèges, universités, l'ensemble du système éducatif est attaqué, dans tous nos pays.** Gouvernements et Union Européenne servent les intérêts du patronat, obéissent aux diktats de la Banque Centrale Européenne, de la Commission Européenne, du Fond Monétaire International ; ils détruisent méthodiquement tous les services publics, dont celui de l'éducation. Tous les personnels concourant au fonctionnement du service public de l'éducation, sont attaqués : casse des statuts, précarité, développement des systèmes hiérarchiques, affaiblissement de toutes formes de connaissance critique, etc. La **fédération SUD Education est à l'initiative d'un tract européen, commun à des organisations syndicales de France, d'Italie, d'Espagne, de Suisse, etc., dans le cadre du réseau européen des syndicats alternatifs et de base.**

## Ukraine, Crimée, Russie : que faire ?

Ce qui se passe en Ukraine, Crimée et Russie depuis des semaines donne lieu à un traitement médiatique en France particulièrement infantilisant ; il y aurait d'un côté un gouvernement ukrainien anti-européen rejeté par la révolte populaire, remplacé par un autre pro-européen, attaqué par la Russie de Poutine qui annexe la Crimée. **C'est passer sous silence, la responsabilité de ce qu'on nomme « la communauté internationale », c'est-à-dire en réalité les gouvernements des grandes puissances mondiales** : tous entretiennent des rapports normaux avec Poutine, malgré ce qu'on connaît du caractère autoritaire et répressif de son régime ; tous ont légitimé les propositions économiques bien insuffisantes de l'Union Européenne laissant ainsi la Russie apparaître comme l'aide possible ; tous, banalisent aujourd'hui un gouvernement ukrainien dans lequel sont présents des fascistes.

On ne peut qualifier le régime ukrainien de « dictature » dans la mesure où il y a des élections régulièrement, une alternance au pouvoir ; alternance qui n'a rien à voir avec une alternative sociale et politique, bien entendu. Cela ne retire rien au fait que les gouvernant-es s'en sont mis plein les poches, pillant les richesses, exploitant la population, utilisant la violence policière. Cette situation est à l'origine de la révolte et des manifestations populaires. Mais celles-ci ont été kidnappées par les fascistes. **Chasser Yanoukovitch est une bonne chose ; le remplacer un gouvernement qui compte 4 ministres fascistes en son sein est une catastrophe pour le mouvement ouvrier, pour le peuple ukrainien.**

**L'annexion de la Crimée par décision du pouvoir russe est inacceptable** ; ce n'est pas le rapprochement entre Crimée et Russie qui est condamnable car nous sommes pour l'auto-détermination des peuples. Mais prendre ces mesures dans la période actuelle, sous le coup d'un rapport de forces particulièrement violent et en l'imposant n'a rien à voir avec un processus d'autodétermination populaire.

**Le régime de Poutine est exécration.** Nous étions bien peu à le dénoncer au moment des Jeux Olympiques, pourtant la répression envers les mouvements sociaux, l'homophobie d'Etat, les privations de liberté sont connues de tous.

**Le gouvernement ukrainien et le gouvernement russe ont des intérêts opposés à ceux des travailleurs et travailleuses de ces pays.** Russie, Etats-Unis et Union Européenne utilisent les peuples de ces pays dans un rapport de forces qui se joue autour d'enjeux économiques importants. La « troïka » de l'ultralibéralisme économique est déjà sur place, incitant à l'adoption de plans d'austérité, contre les populations, les services publics et la protection sociale.

**Le mouvement syndical autonome est faible et durement combattu, tant en Ukraine qu'en Russie.** Pour dépasser le rôle de spectateur-trices commentant les attaques subies par ces peuples, concentrons-nous sur des actions concrètes :

- ⇒ lien et solidarité avec les syndicalistes et tous les militant-es pour les libertés qui résistent sur place,
- ⇒ campagne unitaire pour faire connaître la situation en Ukraine et en Russie, pour soutenir les victimes de la répression,
- ⇒ actions contre les représentations des pouvoirs ukrainiens et russes dans le cadre de journées de solidarité internationale,
- ⇒ combat contre tous les impérialismes, ...

## Maroc : Solidaires contre la répression à Total Call

Total Call est une filiale du groupe français de télécommunications Ilias (entreprise mère de Free), dirigée par Xavier Niel, champion du libéralisme et de l'exploitation maximale des travailleurs et des travailleuses. Le 13 février 2014, Total Call a licencié cinq responsables de l'Union Marocaine du Travail (UMT). **Les licenciements se sont produits le jour qui a suivi l'officialisation juridique de la section syndicale de l'UMT**, en vertu des conditions établies par la législation marocaine. L'entreprise n'a même pas cherché à dissimuler les raisons du licenciement sec des cinq employés à savoir pour fait syndical. Il faut dire que Total Call se sent sûr de l'incapacité et de la soumission de l'Inspection du travail et des autorités marocaines face au diktat des multinationales. La fédération SUD PTT et l'Union syndicale Solidaires (France) soutiennent la campagne de recueil des signatures exigeant la réadmission des syndicalistes licenciés. [www.labourstartcampaigns.net/show\\_campaign.cgi?c=2223&src=mm](http://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=2223&src=mm)

## Solidaires en action dans le monde !

- Nous serons à **Athènes**, du 28 au 30 mars, pour une rencontre axée sur la lutte contre le fascisme, la crise en Europe.
- Nous assisterons à l'assemblée de la **Confédération générale autonome des travailleurs algériens**, le 29 mars à Alger.
- Solidaires participe à la rencontre internationale **contre le fascisme organisée à Budapest** le 3 avril.
- Une délégation Solidaires sera présente, du 4 au 6 avril, à Chicago pour la **conférence de Labor Notes**.
- Solidaires sera présent à Siliana le 9 avril, répondant à l'**invitation du secrétariat international de l'UGTT**.
- Un représentant Solidaires participera à la **Caravane pour la paix et la conquête de la démocratie en Colombie**, à l'invitation de nos camarades de Sinaltrainal, du 21 avril au 3 mai.
- Nos syndicats membres de l'Union du Personnel des Finances en Europe (Solidaires Finances publiques, Solidaires Douane) participeront à une **manifestation européenne à Bruxelles**, le 17 mai.

*Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : [www.solidaires.org/article12420.html](http://www.solidaires.org/article12420.html)*